

➔ *Etape 10...*

*Juillet 2006*

# *CAUSE COMMUNE*

*au cœur  
des quartiers populaires...*



Secours Catholique - Caritas France 10, rue Sergent Bobillot  
BP 436 38018 Grenoble Cedex 01  
☎/Fax : 04.76.17.20.80 ou ☎ 04.76.87.23.13  
Courriel : [sc-grenoble-causecommune@secours-catholique.asso.fr](mailto:sc-grenoble-causecommune@secours-catholique.asso.fr)

## CAUSE COMMUNE

---

Depuis cinq ans, la présence de Cause Commune sur les quartiers tient ses promesses : plus nous durons, plus le bénéfice de la connaissance en profondeur, de la réciprocité avec les habitants, de l'engagement à leurs côtés, se fait sentir. Si ce « capital confiance » est un atout, il n'est pas à toute épreuve. Nous mesurons aussi notre impuissance devant certaines situations individuelles dramatiques, devant la résistance à considérer les habitants de ces quartiers comme des citoyens à part entière. Nous allons à contre courant par rapport au racisme latent, aux généralisations anti-jeunes, à la fièvre consummatrice ou à l'assistanat déresponsabilisant, cela demande énergie et convictions.

La crise des banlieues de novembre 2005 a réveillé médiatiquement la France sur une réalité bien connue de ceux qui la rencontrent depuis longtemps. Cette prise de conscience, malgré son aspect éphémère, a peut-être eu le mérite d'alerter. Cependant, comme souvent, les problèmes de fond ne peuvent être résolus rapidement et certainement pas par le saupoudrage de quelques subventions (quand elles arrivent). Lorsque nous confrontons l'expérience de Cause Commune avec ces événements, nous pouvons dire deux choses :

- 1) nous travaillons sur des échelles réduites, dans des petits quartiers à taille humaine et nous voyons combien c'est difficile de faire bouger quelque chose. Nous ne prétendons pas nous exprimer pour ces gigantesques zones urbaines, de région parisienne par exemple, où les phénomènes sont décuplés, où les regroupements communautaires accentuent encore les problèmes, où l'insécurité est dans une dimension telle qu'il faut l'aborder avec discernement.
- 2) Nous sommes convaincus que les solutions viendront des habitants eux-mêmes, si ceux-ci sortent de l'apathie et de la résignation. Il faut pour cela impérativement s'inscrire dans une dynamique de proximité. Mettre des moyens humains d'animation, de culture, d'éducation, mais aussi de police, en direction de toutes les catégories de population, nous semble indispensable. C'est cette politique d'investissement de la proximité qui manifesterà l'intérêt porté réellement à ces quartiers.

L'équipe Cause Commune se renouvelle et s'élargit. L'arrivée de Françoise Magnat à Bourgoin marque d'une façon particulière une nouvelle façon d'aborder l'animation. Elle habite le quartier Champfleuri et approche progressivement ses habitants qui sont également ses voisins. Pascaline Nové-Josserand arrive elle du Brésil où elle a passé un an. Ses études sur la dimension émancipatrice de l'animation et sa rencontre avec de nombreuses expériences de terrain au Brésil viennent nourrir le travail de Cause Commune. Vous trouverez dans les pages qui suivent plusieurs traces de ces apports nouveaux. Nous avons fait le choix d'être cette fois-ci relativement brefs sur la « chronique des quartiers » et d'être davantage analytiques en abordant un certain nombre de sujets transversaux abondamment illustrés d'exemples vécus dans chacun des quartiers.

Comme toujours, nous vous sommes reconnaissants de nous faire part de vos remarques, réactions et encouragements. Ils sont à chaque fois nombreux et très enrichissants pour notre travail. Bonne lecture !

*Anne-Catherine Berne, Pascaline Nové-Josserand,  
Françoise Magnat et Jean-Luc Graven.*

## CHAMPFLEURI (BOURGOIN JALLIEU)

---

En juin 2005, Françoise Magnat est venue s'installer dans le quartier Champfleuri. En tant qu'habitante, elle a vraiment commencé à zéro, comme tout nouvel arrivant dans un quartier inconnu mais, en tant qu'animatrice de développement, elle a pu s'appuyer sur plus de quatre années d'expérience en Albanie et le lien privilégié avec l'équipe Cause Commune. C'est une occasion de redire, à partir de son vécu, la méthodologie des débuts de la démarche de Cause Commune.

### Approche du quartier et de ses habitants

---

**Démarche aller vers** : aller à la rencontre des gens là où ils vivent, par des contacts au quotidien dans la rue, dans les commerces, dans les montées d'immeubles, par diverses rencontres sur le quartier telles que les sorties familiales, fêtes de quartier...

**Découverte et rencontre des personnes et de ce qui se vit et existe sur le quartier** : les premiers contacts ont permis de s'identifier mutuellement comme habitants du même quartier. Du fait de la régularité de la présence, ces contacts ponctuels se sont transformés peu à peu en visites dans les familles.

**Visites à domicile** : ces visites ont d'abord un caractère convivial mais visent aussi à s'intéresser à la vie de la personne, accepter de partager un moment du quotidien, créer une relation de réciprocité. Au fil des visites, quelques services se rendent mutuellement: emmener un voisin en voiture à la ville, garder l'enfant d'une voisine le temps d'une course.

#### Quelques témoignages :

*« Merci, d'être venue jusqu'à nous, nous n'avons pas de visite de français »*

*Voyageant ensemble dans le même train avec un couple du quartier : « nous avons bien voyagé, on était bien ensemble ».*

*Croisant une maman assise dans le square, la conversation s'engage avec l'animatrice : « que faites-vous comme travail » ? « Je suis sur le quartier pour créer du lien entre les personnes, échanger et envisager des actions ensemble ». « Et bien, c'est réussi ! En parlant avec vous je me sens bien, vous me mettez du baume au cœur, n'hésitez pas à venir me voir ».*

**Identifier le vécu qui pourrait faire l'objet d'un travail commun** se réalise à l'occasion de visites plus approfondies chez l'habitant.

Plusieurs mères de famille d'origine étrangère confient la difficulté d'éduquer leurs enfants dans la société française laïque et permissive, leurs peurs (en particulier pour leurs filles). Quelques femmes parlent de leurs interrogations au sujet des relations hommes femmes, de la domination masculine. Des familles s'interrogent sur les projets d'aménagement du quartier, de démolition ou pas de leurs immeubles.

Autant de problématiques qui pourraient faire l'objet d'un travail ensemble pour trouver des réponses ou des solutions communes.

#### Initiatives des habitants et projets :

En décembre 2005 Pluralis, bailleur social d'une partie des immeubles du quartier, propose à tous les habitants par publicité jointe à leur quittance de loyer, de présenter le **concours Initialis**

qui a pour objectif de créer du lien social, de développer la solidarité entre voisins, d'initier une action participant au bien commun. Des habitants saisissent cette opportunité.

**Immeubles en fête** : cette manifestation nationale, proposée à tous les habitants de quartier, a eu lieu le 30 mai. Cela a été l'occasion de mobiliser un nombre important de voisins, organiser ensemble, faire connaissance, se trouver des points communs et surtout vivre ensemble un temps de fête...Un habitant témoigne en ces termes : « *Cette année c'est encore mieux que l'an dernier, j'ai pu parler en profondeur avec mes voisins, des liens forts sont créés* ».

### **Mobilisation :**

A l'occasion du concours INITIALIS, l'animatrice choisit de rendre visite à ses voisins pour avoir leur avis, les uns étaient enthousiastes : « *allez-y on vous soutient* » ; d'autres : « *ça ne sert à rien, tout ce qu'on fait est démoli* ». Une rencontre est donc organisée avec quelques voisins de deux immeubles en vis-à-vis. Ces personnes décident de faire un projet pour embellir leur environnement en plantant des rosiers dans les bacs existants devant les bâtiments. Ces bacs sont vides et servent parfois de vide ordures ou de cendriers. Lorsqu'il y avait des fleurs, constatent les habitants, elles étaient arrachées par les enfants...

Ce projet allie le travail ensemble (jardiner), la sensibilisation à la sauvegarde de la nature en associant les enfants et les jeunes, en s'appuyant sur le conte du Petit Prince... Résultat, le groupe d'habitants a remporté le 1<sup>er</sup> prix ex æquo. Chacun s'approprie ce projet, s'organise pour mobiliser le plus grand nombre et planter les rosiers en septembre, moment plus favorable au cycle végétatif. D'ores et déjà des liens se sont créés, des services se rendent entre voisins, ceci peut permettre d'envisager de former un groupe pour prendre en compte d'autres problèmes de la vie quotidienne.

### **Partenariat**

---

Le travail d'animatrice se conçoit dans le partenariat avec ce qui se fait dans le quartier.

*Avec les travailleurs sociaux* : concertation pour analyser les difficultés des personnes, pour établir une complémentarité. La proximité avec les familles de ces acteurs sociaux, du fait de leur implantation au cœur du quartier, permet de croiser les constats et d'ajuster les formes de présence.

*Avec le service scolaire de la municipalité* :

La rencontre avec les personnes agissant auprès des enfants dans le temps extra scolaire, les coups de pouce après l'école pour la lecture d'une façon ludique ont été un plus pour la connaissance des enfants et de leurs familles. Une participation de l'animatrice pour l'accompagnement à la bibliothèque de quartier a permis d'établir une réciprocité qui se vit au niveau de l'information respective.

*Avec la Maison de Quartier* :

Des informations passent sur la vie du quartier. L'animatrice, en lien avec ce qui existe, peut servir de relais pour les activités du centre social ou autres manifestations, voire accompagner les personnes.

*Avec l'association des locataires* :

Les engagements en tant qu'habitante, autant auprès de l'association des locataires, que du conseil consultatif de quartier, permettent d'être *actrice d'un meilleur vivre ensemble*.

*Avec l'association RMF (regroupement de camerounais)* :

Cette association lyonnaise a une antenne Nord Isère qui regroupe des femmes. L'accent est mis sur la création d'un circuit « odeurs, couleurs, saveurs » qui favorise les échanges et les connaissances de tradition diverses, tout en accompagnant les projets personnels des membres. La responsable camerounaise a sollicité l'animatrice pour un apport de méthodes d'animation et de relecture.

## *Habitante, militante et animatrice : une particularité !*

---

### *Etre habitante*

---

#### *Des avantages ....*

Partager la vie des gens facilite la relation, faire ses courses ensemble, se croiser, s'adresser la parole, regarder et considérer les habitants comme des voisins est un plus. Vivre dans les mêmes conditions permet d'autres contacts, les gens sont plus à l'aise.

Etre habitante permet de participer à ce qui se vit sur le quartier sur le plan social, culturel ou comme simple citoyenne, c'est un engagement choisi.

« Vivre avec » permet la réciprocité, des échanges plus égalitaires, se rendre service au quotidien, se faire confiance, bien que cela ne se fasse pas dès le premier contact.

La relation peut s'inscrire sur la durée. L'animatrice n'est pas de passage, elle reste. Elle peut partager le quotidien heureux ou difficile. La relation est plutôt individuelle au départ. « On peut compter les uns sur les autres ». Créer du lien social devient naturel.

#### *Des limites et des risques :*

Vivre sur son lieu de travail peut prêter à confusion, en particulier dans l'animation. Les personnes peuvent être gênées par les statuts différents. Il peut arriver de perdre de vue la dimension professionnelle de l'animation et se situer en « copine » ou voisine. Avoir des difficultés à prendre du recul et finir par manquer d'objectivité. Se laisser envahir, déborder et ne plus avoir de vie privée. Un groupe d'accompagnement devrait être mis en place prochainement.

### *Etre animatrice*

---

C'est d'abord une profession qui implique des compétences. Les tâches sont définies par un profil de poste, avec une lettre de mission. Ceci implique de rendre des comptes à l'employeur, de confronter les avancées et les freins au sein de l'équipe Cause Commune.

*Des objectifs :* participer au mieux-être des habitants par une démarche de développement où les personnes sont directement concernées pour leur devenir et où elles sont actrices.

*Des méthodes :* aller vers les personnes sur un territoire donné, ne pas avoir de projet pour les habitants, faire émerger les capacités pour agir ensemble dans une démarche collective.

*Une vision :* une démarche de développement s'inscrit sur le long terme et vise le changement de soi-même, du groupe, du quartier et, plus largement, de la société.

### *Etre militante*

---

Militer n'est pas l'apanage de l'animatrice de Champfleuri, cela fait partie des engagements de nombreux habitants citoyens qui désirent participer à la vie de leur quartier.

*Au conseil consultatif de quartier :* l'animatrice participe au groupe de travail « Vie quotidienne » qui se préoccupe actuellement de l'installation des jeux pour les enfants.

*Avec les communautés chrétiennes :* comme stipulé dans sa lettre de mission, l'animatrice fait le lien avec ce qui se vit en solidarité avec les plus pauvres, à Villefontaine avec le Groupe Solidarité de la paroisse, pour la co-animation de la formation « Chrétiens musulmans - quel dialogue ? », en participant aux « temps forts » de la Mission Ouvrière et aux diverses manifestations ecclésiales sur le quartier.

## JOUHAUX (GRENOBLE)

### Les événements marquants

L'évolution du groupe : plusieurs personnes importantes dans la vie du groupe se sont éloignées, pour des soucis de santé principalement. Le groupe s'est renouvelé et renforcé. Les personnes avancent dans leur connaissance réciproque et leur plaisir à se retrouver.

Le groupe est maintenant bien repéré dans le quartier. Il a eu plusieurs occasions de se présenter à d'autres groupes, d'autres habitants.

Une rencontre a eu lieu entre des habitants et l'élue de secteur début 2005. A cette occasion, les habitants ont pris conscience que certaines de leurs questions dépendaient du bailleur social. Dès le mois de septembre, ils ont sollicité un rendez-vous avec celui-ci. Depuis, une fois par mois, la responsable d'agence d'ACTIS vient rencontrer les habitants pour travailler sur les sujets qui les concernent.

Comme convenu avec l'élue de secteur, les habitants l'ont invitée à nouveau avec, comme ordre du jour, la reprise des sujets évoqués la première fois pour évaluer les avancées, les blocages.

Dans le même ordre d'idée, à deux reprises, le groupe d'habitants a provoqué des visites de quartier avec, chaque fois, un point d'attention particulier : les arbres, les parties communes des immeubles.

Le groupe a participé à des concertations sur l'aménagement d'une placette devant l'école et l'ouverture d'une salle de réunion. Dans les deux cas beaucoup de retard s'est accumulé. Les travaux de la placette n'ont pas commencé. La salle pour les habitants qui a été inaugurée au mois de juin n'est toujours pas utilisable pour le moment (aménagement, mobilier, sécurisation, accès handicapés...). Les habitants sont déçus.

Le groupe a été sollicité par le Secours Catholique pour participer à une rencontre inter groupes à Paris. Des liens commencent à se créer timidement. Peut-être qu'une rencontre sur plusieurs jours à la fin de l'été contribuera à renforcer l'identité du groupe de Jouhaux et l'ouverture à d'autres groupes de quartiers ailleurs en France.

### Les transformations

On sent que les personnes aujourd'hui ont du plaisir à se retrouver. Elles instaurent ensemble des règles de fonctionnement. Par exemple, on s'appelle par nos prénoms et on essaye de se tutoyer. Des personnes, actives dans le groupe il y a deux ou trois ans, réapparaissent.

L'ouverture du groupe est aujourd'hui signe d'avancée, de projets et d'initiatives. Le groupe essaye de plus en plus de comprendre l'environnement : qui fait quoi dans le quartier ? Qui doit être interpellé pour tel problème ?

Les rencontres avec l'élue et le bailleur social font plus ou moins de ce groupe un groupe de vigilance pour le quartier.

Ces initiatives sont l'occasion d'un dialogue constructif, d'une écoute réciproque.

Pour des professionnels, accomplir une visite avec des habitants dans le quartier, c'est venir à la rencontre des personnes sur leur lieu de vie. C'est une sorte de réunion publique *in situ*, c'est accepter d'être plus proche de la vie des gens dans leur quartier.

L'atmosphère est plus détendue et par conséquent plus constructive.

Aujourd'hui dans le domaine de la participation à des concertations, les habitants sont en situation de méfiance. Tout le travail de réflexion quant à la placette leur faisait espérer des changements assez rapides et visibles. Sans information sur les délais réels, sans explications sur les difficultés rencontrées, ils se démobilisent. Les délais entre le moment où ils ont été sollicités pour imaginer une nouvelle placette et le début des travaux semblent longs. L'état réel de la salle qui leur est destinée les déconcerte. Ils finissent par s'en désintéresser. En juin 2006, le groupe a été invité, dans une urgence soudaine et inexplicquée, à une nouvelle concertation. Il s'agit de réfléchir sur l'aménagement de l'espace central de Jouhaux. Le groupe a accepté de participer mais avec scepticisme.

## Questions pour Cause Commune

Comment Cause Commune peut impliquer davantage les habitants dans son propre travail d'animation pour :

- mobiliser des habitants,
- concevoir et distribuer des invitations,
- faire des comptes rendus,
- animer des rencontres ?

Dans quelle mesure responsabiliser les habitants contribue à leur mobilisation ?

Dans quelles limites un animateur peut-il responsabiliser un habitant sans interférer sur l'organisation du groupe, notamment en terme de choix d'un leader ? La question s'est posée plusieurs fois pour les animateurs dans la mesure où deux habitants ont eu des expériences riches par le passé en tant que militant associatif ou syndical.

Le groupe des habitants de Jouhaux a été sollicité de nombreuses fois par différents partenaires, y compris par le Secours Catholique. Dans quelle mesure et selon quels critères de régulation, les animateurs de Cause Commune doivent-ils « protéger » le groupe de ces sollicitations ?

Il y a un risque de saturation et de fragilité pour le groupe dans la mesure où, sur ce quartier, il n'y a pas d'autres regroupements d'habitants.

Plusieurs fois dans l'année, l'animateur s'est trouvé dans des situations de choix délicates. La création du groupe vise à ce que celui-ci initie des projets pour améliorer les conditions d'existence dans le quartier. L'animateur peut arriver parfois avec des propositions (par exemple quand le Secours Catholique invite les personnes à fêter son 60<sup>ème</sup> anniversaire, quand il organise une journée départementale ou quand il souhaite faire contribuer plusieurs groupes d'habitants à sa propre réflexion). Jusqu'où aller ? Comment s'assurer que la décision du groupe soit effectivement libre et qu'il a la capacité de refuser ?

Les professionnels de Cause Commune sont-ils tenus à une position de solidarité de principe avec les autres professionnels qui interviennent sur le quartier ou bien s'en tiennent-ils à un accompagnement du côté des habitants ? Nous avons pu nous trouver en porte à faux à plusieurs reprises, ce qui a suscité ces débats intéressants avec les autres professionnels.

## Perspectives

L'autonomie du groupe passera petit à petit par la délégation de ces différentes tâches en fonction des affinités, des capacités des personnes et des envies/possibilités de formation.

Un travail va s'initier avec le groupe pour l'aménagement de la place centrale du quartier. Il va y participer malgré des réserves sur l'utilité réelle de ce travail.

L'animateur ne décide pas à la place des personnes. Chaque proposition est faite au groupe. Celui-ci en débat et décide ensuite. Ces différentes expériences nous montrent que le groupe peut se renforcer à partir de propositions externes si plusieurs personnes participent.

C'est le cas de la recherche-action initiée par le Secours Catholique au niveau national. Deux personnes de Jouhaux sont déjà allées travailler à Paris. Plusieurs groupes se retrouvent à Lourdes fin Août. Ces temps de vie ensemble renforcent les relations entre les personnes et la conviction collective de la nécessité d'agir dans son quartier.

Nous devons poursuivre le dialogue avec les professionnels du quartier dans la mesure où ceux-ci sont tout à fait ouverts à cela. Notre position interpelle. Elle n'est pas figée sur un principe. C'est aussi une dimension de l'expérience Cause Commune.

## CHAMPBERTON (Saint Martin d'Ères)

### *Les événements marquants*

Les habitants de Champberton insistent auprès du Syndic pour avoir les justificatifs de calcul des charges et mettent en route une pétition. Cette démarche fait suite à plusieurs demandes non abouties.

Pour faire signer une pétition, il faut s'organiser : aller voir ses voisins, expliquer le problème, convaincre de signer. Plusieurs habitants se sont mobilisés à cette occasion.

Mise en place d'une Enquête d'Utilité Publique. Cette enquête fait partie de la procédure d'expropriation. Elle était annoncée de telle manière qu'on pouvait complètement ignorer son existence. Concrètement, les habitants étaient invités à aller rencontrer un Commissaire Enquêteur nommé par le préfet pour donner leur avis sur une démolition/reconstruction du quartier ou une réhabilitation. Trois permanences étaient ouvertes en Mairie à cet effet. Nous avons pu mobiliser une dizaine d'habitants qui ont répondu à cette invitation. Le Commissaire est venu, à son tour, leur rendre visite dans leur quartier. Il en a profité pour visiter de nombreux appartements.

Le constat est fait que plusieurs problèmes rendent la vie désagréable : les rues sont un vrai champ de mines (des personnes sont tombées, les amortisseurs des voitures souffrent...), la lumière des lampadaires est cachée par les arbres non élagués, le terrain de jeu est une immense flaque d'eau quand il pleut et n'a plus de jeu pour les enfants, le nettoyage régulier des bacs à ordures et des montées d'escalier est mal fait, les bancs publics auraient besoin d'être réparés...etc. Les habitants se mobilisent écrivent un courrier, vont faire signer des pétitions.

Dans la foulée les animateurs de Cause Commune les incitent à relancer le propriétaire au sujet d'innombrables petites négligences qui nuisent à leur bien être.

### *Les transformations*

Envoyer une pétition est un moyen de se faire entendre et, cette fois ci, la méthode aura été efficace. Les habitants ont récupéré les factures et ont confié le travail de calcul des charges à la CSF. Ils ont découvert que le propriétaire respectait la loi (ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé).

Finalement, 120 familles ont signé la pétition. On a senti monter petit à petit la conviction qu'à tous, on pouvait obtenir le respect de la loi.

Le commissaire enquêteur, d'abord sur la réserve, s'est prêté finalement à la rencontre avec les habitants. Il a décidé de lui-même de prolonger d'un mois l'enquête et de répondre à l'invitation des habitants en allant voir sur le terrain les réalités diverses : des appartements très bien entretenus, bien situés, spacieux pour une personne seule, d'autres humides, surpeuplés, situés près de la voie ferrée... Il a ensuite demandé à la Mairie d'organiser une réunion publique pour entendre directement les avis des uns et des autres. Il n'y avait pas eu de réunion de ce type depuis 18 mois et les habitants la souhaitaient. Ils sont d'ailleurs venus en nombre et, parmi eux, un groupe avait préparé des questions. Celles-ci avaient été communiquées à la mairie qui a pu préparer son intervention dans un contexte moins tendu.

A peine les courriers sont-ils préparés, les pétitions signées que déjà des travaux sont engagés. Nous pouvons mesurer une forte réactivité de la Mairie. Les trous sont bouchés, les containers à ordures nettoyés, les lampadaires éclairent à nouveau la rue. Il reste des sujets sur lesquels il va falloir maintenir la pression... ou la discussion. Des courriers envoyés attendent des réponses.

Cette fois-ci Cause Commune a insufflé la dynamique en mobilisant les habitants les plus motivés. La réunion est constructive : les habitants réussissent à penser des moyens d'action moins violents (lettre) malgré un ressentiment fort vis-à-vis du propriétaire.



## Questions pour Cause Commune

Comment avancer ensemble dans ce quartier, sans un véritable groupe constitué ? Plus qu'ailleurs, nous vérifions que c'est la continuité de l'action qui compte plus que la continuité d'un groupe structuré. Cependant, cela suppose une présence forte des animateurs dans la durée. C'est un inconvénient réel par rapport à l'autonomie recherchée d'un groupe d'habitants.

La motivation des habitants en dent de scie est difficile à suivre sans se décourager. Comment faire pour que les animateurs de Cause Commune gardent le cap contre vents et marées ?

Nous nous situons souvent du côté des habitants dans l'ensemble des démarches entreprises avec ce quartier. Il ne nous est pas toujours facile de faire comprendre à nos interlocuteurs institutionnels municipaux, services de rénovation urbaine par exemple que nous n'agissons pas en opposition à leur travail et leur responsabilité. Au contraire, nous investissons notre énergie pour rendre ce qui existe plus opérationnel, plus proche de la population et favoriser la communication non violente entre tous.

Il y a de nombreux conflits d'intérêts dans ce quartier. Une partie de la population n'a pas intérêt à ce que cela change. La prise en charge, pour certains, de la totalité du loyer par l'APL est un avantage difficile à lâcher quand on n'a que peu de moyens. Nous constatons que ce système d'assistantat n'incite pas à investir son logement ou son quartier. Il divise les gens entre eux et crée des jalousies.

Il y a aussi des habitants qui se contentent d'un habitat de mauvaise qualité peu coûteux et qui investissent leurs économies pour aller régulièrement dans leur pays d'origine où ils se construisent peu à peu un logement de bien meilleure qualité. Nous sommes confrontés à ces situations diverses devant lesquelles nous devons trouver une attitude qui ne condamne pas. Devons-nous pour autant tout approuver ? Comment créer un mouvement commun entre ces intérêts divergents ?

## Perspectives

A fur et à mesure de l'année, nous mesurons l'intérêt d'une présence régulière (le mercredi matin au moment du marché) pour maintenir des liens et un point de rendez-vous. Cela fonctionne. Il nous faut cependant continuer de travailler sur la base de la dizaine de « leaders » repérés qui constituent le noyau de toute la mobilisation du quartier. Notre fidélité au quartier et notre longévité dans l'accompagnement des habitants sont des atouts de confiance. Il nous faut cependant rester vigilants sur la qualité et la formalisation des décisions prises par le groupe d'habitants.

L'appui sur quelques personnes plus motivées est une direction à poursuivre ainsi que l'appui sur les réalisations abouties. Rien de tel qu'un exemple concret de réussite pour convaincre que tout cela n'est pas vain. En même temps, on sent combien l'incertitude autour d'une éventuelle démolition/disparition du quartier pèse lourdement en inquiétude depuis cinq ou six ans. Beaucoup disent : « à quoi bon » ? D'autres répondent : « en attendant, on est là et peut-être pour plusieurs années, autant améliorer notre quotidien dès maintenant ! ».

Vis à vis de nos partenaires locaux, nous devons ré-entreprendre une démarche de rencontre et d'explication afin de lever toute ambiguïté, s'il en existe, sur notre implication et le sens de notre travail.

Si la décision est prise de démolir le quartier, on risque d'assister au sauve-qui-peut général et au chacun pour soi. Nous pensons être particulièrement vigilants sur ce risque en cherchant aussi à repérer les personnes les plus vulnérables.

Nous souhaiterions aussi constituer un groupe de vigilance qui soit garant de l'intérêt collectif. Pour cela nous devons faire prendre conscience des limites de la logique individuelle.

## LE GRAND TROU (Vizille)

### *Les événements marquants*

L'année dernière, au mois de juillet, les habitants ont nettoyé des murs des montées d'escalier. Chaque habitant était invité à venir donner un coup de main, plusieurs avaient exprimé la honte d'inviter des personnes de l'extérieur à venir dans un immeuble aussi sale.

De nombreux objets de mobilisation ont été exprimés par des habitants.

- Trouver un petit travail à domicile
- Organiser une sortie
- Repeindre les corniches des immeubles
- Organiser « immeuble en fête »
- Organiser un méchoui dans le quartier
- Demander l'installation de cages de foot amovibles.
- Demander des petites installations dans le quartier : panneau d'affichage, table extérieure, poubelles, jeux d'enfants, places de parking...
- Installer une petite « buvette » coopérative au cœur du quartier.

Plusieurs partenariats ont été initiés depuis un an entre Cause Commune et :

- la CAF et le Conseil Général au travers d'une démarche de développement local social, un diagnostic partagé a déjà été réalisé.
- L'école maternelle réfléchit pour accueillir les parents dans l'école.
- Le service enfance/jeunesse de la Mairie met en place des animations pour les enfants dans le quartier).
- La PMI (Protection Maternelle Infantile) au travers de notre présence dans ses permanences dans le quartier.

Plusieurs faits marquants ont préoccupé les habitants en anesthésiant la mobilisation : des violences conjugales dans plusieurs familles, des difficultés à gérer les conflits liés à l'éducation des enfants, une famille en grande difficulté, un incendie dans une cave, des loyers qui vont augmenter, donc des personnes qui imaginent devoir quitter le quartier.

### *Les transformations*

Le résultat positif de cette mobilisation est reconnu par tous. Certains mêmes s'engagent à faire respecter ce travail dans la durée.

C'était un bon exemple pour ce quartier où personne ne croyait vraiment que quelque chose était possible.

La dynamique s'essouffle petit à petit même si les résultats sont encore visibles un an plus tard.

Ce qui a changé c'est que les personnes ont déjà fait quelque chose ensemble et qu'elles imaginent pouvoir lancer une autre idée avec d'autres.

Tous ces objets de mobilisation ne sont pas tous du même niveau :

Certains n'ont pas trouvé suffisamment de forces vives pour démarrer : organiser une sortie, repeindre les corniches. Il n'est pas impossible que ces mêmes projets ressurgissent à nouveau lors d'une autre conversation.

Les personnes se sont organisées et débrouillées par elles-mêmes pour trouver un travail.

Ces différents partenariats sont autant d'occasion de ré expliquer notre mission dans ce quartier, et d'être vu différemment.

Nous souhaitons aussi ouvrir le quartier vers l'extérieur, par exemple le projet avec l'école va nous permettre de rencontrer des parents du Péage de Vizille et pas uniquement du Grand Trou.

Chaque occasion que l'on a de parler de la vie dans ce quartier à l'extérieur est une occasion de faire reculer des préjugés.

Une certaine solidarité a pu se vivre dans le quartier à partir de ces difficultés. Une femme battue sent autour d'elle des personnes qui se préoccupent de sa situation et qui sont prêtes à réagir en cas de besoin, voire à l'accueillir chez eux. Une maman qui propose une aide aux devoirs pour trois enfants du quartier. Une famille est épaulée par d'autres pour une recherche de logement suite à une expulsion...

## *Questions pour Cause Commune*

Comment mener une action sur ce petit quartier sans contribuer à l'enfermement des personnes sur elles-mêmes ?

Comment mobiliser des personnes sans avoir une langue en commun ? Les personnes ne parlant pas français du tout, ou très peu, sont nombreuses. Leur contribution pourrait être importante. Comment communiquer ?

Certaines femmes parlent plusieurs langues dont le français pourraient nous aider à mobiliser les autres.

Quel positionnement de Cause Commune face à des situations de violence familiale ? Nous avons été témoins ou informés de plusieurs situations de violence. Les conflits sont assez présents dans le quartier. Les enfants se disputent souvent entre eux, les adultes interviennent souvent assez violemment. Des situations familiales sont aujourd'hui très tendues.

Quel positionnement possible : dénoncer ? recueillir ? Intervenir comme médiateur ?

## *Perspectives*

Cette année, nous avons participé à plusieurs événements qui ne concernent pas seulement les habitants du Grand Trou mais aussi ceux du Péage de Vizille : fête de fin d'année à l'école, réflexion avec la Mairie pour l'aménagement du « bois du Léon ». C'est pour nous une occasion de rencontrer des personnes du Péage et de voir leurs préoccupations, leur implication dans la vie locale.

Nous allons poursuivre différents partenariats avec l'Ecole, la Mairie, la PMI, l'Association des quartiers du Péage, le service social, ...

Un traducteur de l'ADATE intervient déjà au Grand Trou pour les permanences de la PMI . Nous imaginons qu'il puisse venir avec nous dans le quartier.

Une idée pourrait être de repérer une ou deux femmes qui auraient ce profil et de leur demander de bien vouloir nous aider.

Nous accueillons au mois de septembre des animatrices albanaises. Ce sera certainement l'occasion d'aller discuter avec les personnes d'origine macédonienne.

Voir comment ces questions rejoignent les préoccupations de l'école et plus largement des parents pour initier des rencontres thématiques avec des spécialistes.

Par exemple, comment dire « non » à un enfant ? Comment et pourquoi punir un enfant ? Comment préparer un enfant à l'arrivée d'un petit frère ou d'une petite sœur ?

## *Les événements marquants*

Du fait du changement d'animateur Cause Commune présent sur le quartier, on perd un certain capital de connaissance des habitants et des partenaires.

Plusieurs changements ont eu lieu au niveau de l'organisation du Collectif des Habitants :

- changement de président suite à un conflit
- des personnes auparavant très investies dans le collectif se retirent petit à petit.
- il faut trouver un nouveau souffle

C'est difficile de mobiliser d'autres personnes au creux de l'hiver. Les projets avec le bailleur HLM avancent peu, voire sont remis en cause. Les soucis de santé des uns, le travail pour les autres font que le collectif fonctionne au ralenti.

Pourtant, à la fin de l'année scolaire, la mobilisation des membres du collectif a retrouvé de la force, alors que la SDH semblait traîner sur les projets concernant la réfection des salles de bains, des locaux à poubelle, des travaux de façade.

Le Collectif est reconnu par les professionnels et par les élus municipaux. Chaque occasion de se retrouver est saisie : Comité de pilotage, Assemblée générale, « Immeuble en fête », fête de quartier.

La commission logement fonctionne régulièrement, on sent un climat d'écoute mutuelle. L'interlocuteur de la SDH a changé en cours d'année, ce qui a perturbé réellement l'équilibre qui avait été trouvé.

Des soirées d'animation autour du jeu ont été organisées par la MJC Anatole France et la Bibliothèque des Eaux Claires.

Trois temps festifs ont marqué la fin de l'année scolaire :

- Immeuble en fête a été proposé par les personnes du collectif.
- La fête de quartier a beaucoup été portée par les professionnels en ce qui concerne la préparation.
- Forts de l'expérience de la fête de quartier, trois jours plus tard, les habitants ont organisé une fête de la musique sur leur propre initiative.

## *Les transformations*

Le nouvel animateur doit prendre ses marques, trouver ses repères. Les habitants doivent aussi s'adapter à une nouvelle personne. Nous repartons faire du contact de rue pour reconstituer un réseau de connaissances.

Fort de la première expérience, le choix du président est davantage lié à sa volonté de « faire équipe » avec d'autres plutôt qu'à ses capacités intellectuelles. Faire équipe devient le projet du collectif, même si dans les faits, ce n'est pas un objectif vraiment atteint.

Les habitants sont de réels interlocuteurs et s'intéressent à la vie de leur quartier principalement sur les questions d'habitat.

Le collectif réagit, se positionne, argumente avec une grande pertinence, suit les dossiers. Il se montre capable de réflexion, de bon sens, de faire appel à la mémoire, aux engagements pris par le passé.

Le turn over des professionnels est une réalité. Les habitants s'y résignent. Ils accueillent cependant les nouveaux avec un préjugé positif.

De nouveaux partenariats se sont établis. Les soirées jeux sont l'occasion pour Cause Commune de rencontrer d'autres publics. On sent une volonté chez certains partenaires de ne pas faire de ces temps d'animation une simple activité de loisir mais aussi de mettre des gens en route.

Alors que la préparation de la fête avait été largement soutenue par les professionnels, le jour même, la pluie risquait de faire annuler la fête. Pourtant, les habitants ont été patients, ils ont finalement pu se réjouir et se rencontrer, avec des moyens restreints mais suffisants : un groupe de musique, des merguez, des boissons et quelques chaises... Il en découle une dynamique qui provoque l'organisation « spontanée » de la fête de la musique.

## Questions pour Cause Commune

Les habitants investis dans la commission logement sont censés parler au nom des autres habitants du quartier. C'est ce qui se passe dans la majorité des cas. Pourtant, des demandes individuelles peuvent se glisser ici ou là. Il faut veiller à ne pas retrouver un régime de passe-droit sous couvert d'action collective. Dans la mesure où c'est, jusqu'ici exceptionnel, on en n'est pas là.

Le collectif des habitants est soutenu pour la question du logement par la CSF, association de défense des locataires. Les habitants s'en remettent à l'association de défense qui parle en leur nom et fait pression. Pour Cause Commune, le positionnement est différent. Comment aider les habitants à se positionner par eux-mêmes dans un dialogue constructif ?

Les animateurs de Cause Commune peuvent-ils, doivent-ils interférer, intervenir dans le choix du président de l'association ?

Le président du Collectif souhaite que le quartier soit vivant. Souvent, cet état d'esprit l'amène à organiser, à s'investir beaucoup. Comment faire en sorte que d'autres s'impliquent aussi? Comment faire pour qu'il ne s'essouffle pas à force d'être seul et en voyant que les autres ne le suivent pas ?

Quelques jeunes filles sont plus ou moins motivées pour faire quelque chose ensemble, en direction du quartier ou dans un projet commun. Elles avaient déjà créé une association junior il y a deux ans. A la suite des soirées jeux, elles sollicitent Cause Commune.

Doit-on s'investir d'avantage en direction des jeunes ? Est-ce judicieux dans la mesure où il y a d'autres acteurs dans ce domaine ? Cette question pourrait se poser pour d'autres quartiers.

Cause Commune a établi sur le quartier Abry un partenariat avec le CCAS. Le changement d'animateur a modifié les fonctionnements. Il faut donc s'ajuster à nouveau. Il arrive que l'initiative des habitants soit devancée par des propositions « clé en main ». Comment soutenir une dynamique de mobilisation dans ces circonstances ?

## Perspectives

La Commission Logement est la principale activité du collectif. Les habitants sont de plus en plus impliqués, questionnés sur les choix de rénovation dans leur quartier.

Tout l'enjeu est de voir comment on peut veiller ensemble nos objectifs premiers :

- L'objectif des habitants est de faire avancer des demandes collectives
- La SDH, souhaite établir un dialogue constructif avec des habitants d'un quartier et entretenir son patrimoine
- La CSF est missionnée pour défendre les intérêts des locataires.

Cause Commune peut se positionner comme le garant de ce cadre.

Le rôle de l'animateur est, entre autre, d'aider ce groupe à devenir le plus possible démocratique. Comment une décision fait l'objet de débats au sein d'un Conseil d'Administration ? Comment le Collectif peut anticiper sur des événements à venir (une fête par exemple) ? Comment peut-on faire pour qu'une décision prise soit suivie d'effets ? C'est l'enjeu dans cette période où de nouvelles personnes s'investissent dans l'association.

Une rencontre pourrait avoir lieu en septembre avec ces jeunes pour préciser avec elles leurs souhaits, leur motivation, l'envie de refaire quelque chose ensemble. La MJC qui accompagne par ailleurs ces jeunes filles sera présente lors de cette rencontre.

Le lien entre Cause Commune et le CCAS est à retravailler. Aujourd'hui, il semblerait que nous sommes deux partenaires qui travaillent avec des missions différentes. Il faudra certainement revoir la question de la participation des personnes et examiner en quoi le CCAS et Cause Commune sur cette mission de Développement Social Local peuvent être complémentaires.

## *UNE NOUVELLE MISSION POUR CAUSE COMMUNE* \_\_\_\_\_

En écho aux axes fondateurs de la politique d'action du Secours Catholique, la délégation de Grenoble s'est interrogée sur la façon d'accompagner le réseau de bénévoles vers des pratiques qui rendent les personnes accueillies davantage actrices et participantes.

La finalité du Secours Catholique est en effet de « s'associer avec les pauvres pour construire une société juste et fraternelle ». Dans cet esprit, deux des orientations de la planification stratégique de l'association pour 2006-2011 interrogent plus concrètement les pratiques habituelles des bénévoles du réseau :

- « S'associer avec les personnes rencontrées par un accompagnement fraternel et par l'action collective ».
- « Agir sur les causes de la pauvreté en s'engageant avec les personnes qui la subissent ».

C'est dans cette optique que Cause Commune a été missionné pour participer à une Recherche Action visant à chercher comment initier une démarche de développement à partir de la composante mixte d'une équipe locale. L'idée serait de voir comment des personnes bénévoles et accueillies pourraient agir ensemble sur leur environnement, au titre d'habitants d'un même territoire.

Un groupe de pilotage se réunit régulièrement depuis plusieurs mois. Il a défini quelques stratégies possible d'approche.

### *Stratégies possibles d'approche* \_\_\_\_\_

#### **1. Démarche d'immersion d'animateurs de développement au sein d'une Equipe Locale.**

Cette hypothèse consisterait en une démarche analogue à celle de Cause Commune dans les quartiers, impliquant une présence régulière sur le terrain, la rencontre des personnes, tout en annonçant nos objectifs, la mise en lien autour de problématiques communes, la recherche de solutions collectives et l'action collective de développement.

#### **2. Démarche d'évaluation participative du fonctionnement d'une équipe locale.**

Cette hypothèse consisterait en une prolongation de la démarche d'évaluation des équipes de 2002 à laquelle, seuls les bénévoles avaient participé. Il s'agirait donc de solliciter des personnes accueillies pour qu'elles contribuent à une évaluation du mode de présence du Secours Catholique, dans la perspective d'améliorer le service rendu et, éventuellement, les pratiques en vigueur.

#### **3. Démarche de formation d'animateurs bénévoles.**

Cette hypothèse viserait à former des relais d'animation dans une équipe locale pour la mise en place d'une démarche de développement. Des bénévoles volontaires pourraient acquérir progressivement des compétences en animation de groupe.

#### **4. Démarche de développement en animation directe.**

Cette hypothèse consisterait à mettre en place une démarche de développement en animation directe avec les personnes accueillies de l'équipe locale. Dans ce cas, les bénévoles poursuivraient leur implication habituelle dans les activités et un groupe de personnes accueillies volontaires s'impliqueraient sur leur lieu de vie.

## *Stratégie actuelle*

---

Pour l'instant, nous avons opté pour la stratégie de l'immersion.

Un certain nombre de constats nous ont permis de repérer l'équipe locale des Avenières, dans le Nord Isère, comme un terrain favorable à l'expérimentation d'une démarche de développement.

En voici quelques caractéristiques :

- le désir manifeste de certains de ces participants d'être plus impliqués dans la vie de l'équipe des Avenières.
- les caractéristiques communes qui semblent les rassembler (personnes majoritairement jeunes, femmes chefs de familles, problème de mobilité sur le territoire, surendettement, précarité liée au logement, etc).
- des signes forts de solidarité entre les personnes accueillies.

Une rencontre avec les responsables de secteur et la responsable d'équipe des Avenières nous a permis d'établir un accord de principe sur un accompagnement renforcé de l'équipe. A la demande de la responsable d'équipe, nous avons organisé une rencontre avec l'ensemble de l'équipe de bénévoles. L'objectif était d'obtenir son aval sur cette même question. Afin, de faciliter la compréhension par les bénévoles de notre réflexion, nous avons choisi d'aborder la question à partir de la problématique bien concrète de la participation des personnes accueillies aux Avenières.

Nous sommes donc aujourd'hui d'accord avec l'équipe de bénévoles pour mener une sorte de « **diagnostic partagé** » sur l'état de la participation des personnes à la vie de l'équipe locale. Amorcer la relecture de la question de la participation est une façon de préparer le terrain avant de rentrer dans la complexité d'une démarche de développement et de son positionnement particulier.

Toutefois, les échanges vécus autour de cette question de la participation laissent percevoir que les principes fondateurs d'une démarche de développement ne sont pas évidents pour les bénévoles. Si nous sentons un certain écho chez les responsables de secteur, l'équipe de bénévoles semble encore peu convaincue de la pertinence d'une telle démarche. Ils ont du mal à imaginer que des personnes en difficulté puissent aborder ensemble les problématiques qui les concernent en vue d'agir collectivement pour améliorer leur situation de vie.

Nous envisageons de poursuivre cette démarche progressive en interrogeant le groupe des personnes accueillies en tant que tel. Pour la suite, nous réunirons les deux groupes pour qu'ils décident des suites à donner.

# LA DEMARCHE DE CAUSE COMMUNE AU REGARD DES EXPERIENCES DE DEVELOPPEMENT EN ALBANIE ET AU BRÉSIL

---

L'année passée a été marquée par plusieurs apports d'expériences liées à l'international.

- L'arrivée d'une nouvelle animatrice dans l'équipe Cause Commune ayant vécu une année au Brésil où elle s'est formée aux pratiques d'Education Populaire et de Développement Communautaire inspirées par la pensée de Paulo FREIRE.

- Le voyage en Albanie des deux animatrices de Cause Commune pour découvrir le travail d'une équipe d'animatrices de la Caritas qui mettent en place une démarche de développement.

## *Des contextes économiques et politiques et sociaux différents*

---

Les 50 années de dictature militaire (1940-1991) ont apporté à l'**Albanie** une forte industrialisation et une prise en charge totale de la question sociale (emploi, santé et éducation). A la chute du régime, la situation économique du pays, déjà très dégradée, a empiré. L'effondrement subit des structures sociales fait de l'Albanie, 15 ans plus tard, un pays en pleine reconstruction. La mobilisation citoyenne provoquée par la démarche d'animation a suscité dans un premier temps une certaine hostilité, réveillant le spectre du collectivisme. Aujourd'hui, cette réaction semble dépassée dans les groupes.

Au **Brésil**, le miracle économique provoqué par la politique d'ouverture aux capitaux étrangers de la fin des années 50 et encouragée lors des 20 années de dictature militaire qui ont suivi (1964 à 1985) a profité à une minorité de la population. Cela fait du Brésil la huitième puissance économique du monde mais le deuxième pays au monde où les inégalités sociales sont les plus fortes. Une tradition d'Education Populaire, initiée en grande partie par l'Action Catholique depuis la fin des années 50, porte encore des fruits. Bien que fragilisée depuis la dictature, la mobilisation populaire est encore forte, notamment grâce aux politiques d'appui à la participation populaire encouragées ces dernières années par le Parti des Travailleurs.

En **France**, nous vivons dans une société d'abondance. L'Etat Providence, même s'il est aujourd'hui en crise, assure encore une bonne partie de l'aide sociale. Les conséquences directes d'une politique d'assistanat forte sont, d'un côté, de meilleures conditions de vie pour les pauvres mais de l'autre, la possible démobilité des personnes, (lorsqu'elles voient leurs besoins vitaux assurés).

## *Les objets de mobilisation : ce que les groupes veulent faire changer*

---

Les objets de mobilisation des groupes de femmes en **Albanie** sont nombreux : sécurité des enfants pour aller à l'école, installation des toilettes dans l'école, installation de sanitaires collectifs, installation de systèmes d'égout ou d'eau potable.

A plusieurs reprises, nous avons rencontré des groupes qui se démenaient pour que les enfants aient des conditions d'apprentissage satisfaisantes. Il y a en effet beaucoup à faire et cela semble préoccuper les albanais que nous avons rencontrés. Autrefois, la dictature assurait ce service pour tous. La chute du régime a provoqué un véritable retour en arrière. Outre les questions d'éducation, les groupes agissent pour faire respecter et appliquer certaines lois bien que ce soit un travail gigantesque dans un pays où l'Etat de Droit semble oublié.



Au **Brésil**, les objets de mobilisation concernent d'abord les besoins fondamentaux : la lutte pour obtenir une terre à cultiver ou pour y construire une maison, la lutte pour obtenir l'eau potable, l'électricité, la lutte pour obtenir la construction d'une école, d'un poste de santé, etc.

Pour **Cause Commune**, les objets de mobilisation tournent souvent autour du logement, de l'habitat, de l'aménagement d'un quartier. Pour les groupes, c'est un domaine dans lequel les habitants ont souvent l'impression de pouvoir faire changer les choses : établir des relations avec un bailleur, demander des améliorations liées au chauffage, interpeller des propriétaires, s'attaquer au nettoyage des parties communes, faire respecter une loi. Ces questions sont fédératrices, elles permettent d'initier des premières rencontres ou une première action collective. C'est un moyen d'avoir des liens aussi avec l'extérieur.

Un **point commun** entre les démarches de développement en France, en Albanie et au Brésil :

- soit elles visent à responsabiliser les pouvoirs publics pour qu'ils fassent leur travail.
- soit elles visent à ce que le groupe s'organise pour construire lui-même ce dont il a besoin.

En **France**, par exemple, la question du nettoyage des montées d'escalier a fait l'objet (à Champberton) d'une mobilisation des habitants pour écrire au syndic en exigeant que le ménage des montées soit fait correctement. Au Grand Trou, elle a fait l'objet d'une organisation collective où les habitants se sont débrouillés pour nettoyer eux-mêmes.

Au **Brésil**, dans l'Etat du Ceará, à Poranga, la communauté indigène a obtenu la construction d'une école suite à une interpellation des autorités responsables. Au contraire, à Crateús, dans la Communauté Pedra Viva, la construction d'une maison pour chaque famille et d'un centre communautaire relève d'une initiative de la communauté et d'une organisation en *mutirão*. (Le *mutirão* est une organisation collective héritée des indiens qui consiste à construire ensemble une maison pour chacun ou un bâtiment pour la communauté).

En **Albanie**, à Bathorë, l'installation de fontaines d'eau potable a été obtenue par l'interpellation des autorités par le groupe de femmes, alors que l'ouverture des tranchées pour installer l'évacuation des eaux usées a été réalisée par la mobilisation des hommes et des femmes. Ils n'ont obtenu que le financement du matériel pour réaliser eux-même ce travail.

*Les moteurs de la mobilisation citoyenne : qu'est-ce qui fait que des personnes se mobilisent ensemble pour mener une action collective ? \_\_\_\_\_*

En **Albanie**, nous avons été surprises par le nombre de groupes, le nombre de femmes mobilisées et le nombre d'actions entreprises à partir de cette mobilisation. Plusieurs facteurs semblent favorables : tout d'abord, les femmes souvent enfermées chez elles, saisissent cette opportunité pour sortir. Malgré la situation de soumission et d'enfermement que vivent encore nombre d'entre elles en Albanie, certaines s'impliquent fortement dans l'action. Par ailleurs, les familles vivent très proches les unes des autres, se connaissent toutes. Une femme motivée mobilise à son tour ses voisines. Pour exiger la création d'une classe spéciale pour enfants handicapés, les femmes déjà impliquées sont allées mobiliser d'autres femmes ayant un enfant handicapé afin d'être plus nombreuses et d'avoir plus de poids.

Un autre facteur semble encourager la mobilisation, c'est la mise en réseau des groupes et des leaders. Celle-ci a par effet d'entraînement, semble stimuler les groupes. Cela a été le cas, par exemple, lors d'une rencontre de leaders à Tirana dont nous avons été témoin, regroupant des

femmes de différents groupes. Les femmes de Bathorë ont découvert la solidarité et le soutien mutuel qui existaient entre les femmes du groupe de Baldren. Au retour, elles ont raconté cela avec enthousiasme et portaient très fort l'envie d'aller plus loin ensemble.

Par ailleurs, les résultats obtenus par les groupes sont autant d'actions abouties encourageant à aller plus loin (obtention d'une passerelle pour permettre aux enfants de traverser la route sans danger pour se rendre à l'école, obtention de financements pour la construction d'une école, de fontaines d'eau potable, etc.)

Enfin, un dernier facteur qui semble stimuler la mobilisation des personnes est celui de l'absence de conditions minimales de confort (eau potable, électricité, assainissement, évacuation des eaux usées, ramassage des ordures etc.).

Cette situation de « *sous-développement* » est le point commun entre l'Albanie et le Brésil. A ce niveau, ces deux pays se distinguent de la situation française. Cette situation suffit-elle à expliquer, en Albanie comme au Brésil, une mobilisation citoyenne aussi forte ?

Au **Brésil**, la forte mobilisation des classes populaires peut s'expliquer par la nécessité de survie mais un des facteurs qui semble jouer un rôle important est le travail d'éducation de base mené depuis les années 60 par les mouvements d'Action Catholique d'abord, les mouvements sociaux et les mouvements d'Education Populaire, ensuite. Le dénominateur commun entre tous ces courants est l'importance donnée au processus de conscientisation, levier essentiel de la mobilisation.

Un exemple illustre ce processus. L'animatrice de Cause Commune a pu recueillir directement cette expérience. Elle concerne les employées de maison, qui ne disposaient autrefois d'aucune législation du travail les protégeant. Ces femmes travaillaient et logeaient au domicile de leur employeur. Elles pouvaient se trouver licenciées sans préavis, perdant du jour au lendemain, leur logement et leur pécule. Un certain nombre de ces femmes basculaient dans la prostitution.

Un Père jésuite a découvert ces femmes et leurs conditions de vie. Il leur a proposé de se réunir pour voir ce qu'elles pouvaient faire rapport à leur situation. Au fur et à mesure, elles ont découvert qu'ensemble, elles pouvaient constituer une force et qu'elles avaient une responsabilité si elles voulaient que ça change. Un jour, le prêtre a demandé à deux femmes ayant une longue expérience à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne d'assister à une des réunions. Cette rencontre déclencha le désir de changement des femmes qui décidèrent alors de s'organiser. C'est comme cela qu'a été créé au Brésil, le premier Syndicat des Employées de Maison.

En **France**, la difficulté à mobiliser, le repli dans l'isolement que provoquent l'individualisme et la misère, sont des obstacles majeurs à ce travail de prise de conscience. Cette difficulté à mobiliser s'explique peut-être par la faible analyse qu'ont les personnes des systèmes ou structures responsables des situations qu'elles vivent.

Au **Brésil**, l'oppression vécue est directe et palpable alors que l'apparente richesse et la complexité des mécanismes d'exclusion en **France** relèvent de mécanismes plus sournois. Le travail de conscientisation est alors rendu plus difficile. Au **Brésil**, le développement passe par la lutte contre les inégalités. Les situations d'injustice et d'oppression sont tellement criantes que l'engagement de l'animateur aux côtés des personnes implique, de fait, une prise de position politique.

Nous pouvons mentionner, à titre d'exemple, la lutte contre les lobbies des grands propriétaires qui exploitent les paysans sans terre ou les Sans Toit cherchant à occuper un terrain pour y construire une baraque pour se loger.

Enfin, nous avons analysé une dernière différence entre les deux pays : la place de la dimension politique dans l'action éducative. Alors qu'en **France**, dans le travail social, la neutralité est recommandée, nous observons qu'au **Brésil**, la nature conflictuelle des rapports sociaux entre des intérêts divergents est reconnue, assumée, enseignée dans les universités et par les mouvements d'Education Populaire. C'est une différence fondamentale avec la culture du travail social **en France** qui cherche davantage à améliorer les conditions de vie, à proposer des aides sociales, sans questionner plus en amont le système lui-même. Aborder la question politique est souvent tabou.

Cette question autour de la conscientisation politique au Brésil a interrogé **Cause Commune** sur son action en France. Quelle place doit prendre l'engagement politique de l'animateur dans une démarche de développement ?

*Deux ingrédients nécessaires à une démarche de développement :*

*le soutien institutionnel et la vision / conviction de l'animateur*\_\_\_\_\_

Les expériences albanaise et brésilienne nous ont aussi permis de mettre en évidence certains « ingrédients » incontournables nécessaires à la mise en œuvre d'une démarche de développement. Nous avons ainsi identifié le nécessaire équilibre entre l'appui institutionnel d'une part et la vision et les convictions de l'animateur, d'autre part.

Au **Brésil**, l'animatrice a observé qu'il existe un soutien politique et institutionnel fort à l'égard des mouvements d'Education Populaire (dans le domaine de la santé notamment). Le discours politique actuel en faveur de la participation populaire est porté par des budgets importants. Sur le terrain, elle a observé des expériences concrètes de démocratie participative, de développement communautaire participatif ou d'éducation populaire portés par des éducateurs ou des assistantes sociales très engagés en faveur des personnes vivant des situations d'oppression.

Au contraire, en **Albanie**, nous avons mesuré la difficulté de pérenniser la démarche. Si nous avons pu rencontrer des animatrices particulièrement convaincues donnant beaucoup d'elles-mêmes pour mobiliser des personnes, nous avons vu elles travaillent dans un environnement institutionnel peu favorable qui reconnaît peu leur travail. S'ajoutent à cela des conditions de travail difficiles (absence de moyens matériels de base, transports fatigants, chauffage absent, coupures de courant fréquentes, pollution, bruit,...). C'est donc dans la relation avec les groupes qu'elles trouvent de l'énergie mais cela ne suffit pas. La démarche d'animation en Albanie risque sérieusement d'être mise en péril par le manque de moyens humains et matériels garantissant sa mise en œuvre.

En **France**, la démarche de développement trouve un soutien souvent inégal. Il y a des sceptiques, des convaincus, des réfractaires, des interrogatifs. Cause Commune bénéficie d'un soutien fort venant du Secours Catholique. Les orientations de la planification stratégique pour 2006-2011 marquent un net engagement en faveur des démarches de développement mais nous avons conscience que cela ne suffit pas. Une démarche de développement nécessite aussi d'être portée par des convictions fortes de l'animateur, par la mise en réseau des expériences dans laquelle elles se renforcent mutuellement.

## SENTIMENT D'INSECURITE :

### CAUSE COMMUNE VEUT ALLER PLUS LOIN \_\_\_\_\_

Jusqu'à présent Cause Commune n'avait pas approfondi les questions liées à la sécurité, aux problèmes de violence dans les quartiers, insécurité réelle et ressentie... A l'occasion du stage dans l'équipe d'un étudiant en Master « droit et politique de la Sécurité Intérieure », Cause Commune a pu travailler sur le sujet.

#### Constats

Avec ses cinq années de présence sur le terrain, Cause Commune a pu percevoir la violence, l'insécurité réelle et ressentie par les habitants. Il est nécessaire de dresser un tableau de la sécurité dans les cinq quartiers.

Il est certain que violence et insécurité existent dans les quartiers, nous les retrouvons régulièrement mais pas forcément sous les formes qui sont véhiculées par les médias. Rarement extériorisée, la violence se retrouve surtout dans les problèmes de voisinage et familiaux.

Au Grand Trou notamment, tout le quartier était au courant qu'une femme était battue régulièrement par son mari, ou encore à travers quelques altercations entre familles et communautés à Champberton. Si on retrouve néanmoins des faits de délinquance réels, tels que l'agression récente de trois habitants au couteau à Champberton ou quelques voitures brûlées ou dégradées à Jouhaux, on se rend compte que c'est sur le sentiment d'insécurité que l'action de Cause Commune peut vraiment avoir un rôle à jouer.

Le sentiment d'insécurité peut se définir comme la façon dont les personnes ressentent la sécurité sur leur territoire. On se rend compte que ce sentiment est subjectif et lié à de nombreux facteurs : il est soumis aux évènements graves sur le territoire, femme battue, agressions, voitures brûlées... Mais il est aussi fortement lié à des faits beaucoup moins graves qui « pourrissent » la vie quotidienne des habitants. On pense ici à toutes les petites incivilités, dégradations en tout genre, tags, bruit (un des principaux facteurs de violence), groupes de jeunes qui traînent dans les halls d'immeuble...

A travers toutes les visites de quartiers et les rencontres collectives, Cause Commune a pu se rendre compte que les habitants se sentent souvent désarmés face à des évènements de violence ou de petite délinquance.

On retrouve dans les cinq quartiers une même ligne directrice concernant les relations qu'entretiennent les habitants avec les forces de police. Mépris, manque de confiance, sentiment d'abandon, défiance... Comment expliquer ces relations difficiles ?

Concernant le sentiment d'abandon, de nombreux habitants se sentent délaissés par la police et ont l'impression qu'elle ne vient pas dans leurs quartiers. Ce sentiment a été fortement amplifié par la fin de la police de proximité qui a vu la fermeture des bureaux de police de proximité, notamment ceux de Champfleuri et Jouhaux.

Mépris, défiance, manque de confiance envers la police, tous ces sentiments s'expliquent aussi par le climat de suspicion, les a priori importants qui existent entre les habitants des quartiers et la police. Il y a une vraie méconnaissance des missions de police par les habitants. En résumé il n'y a pratiquement aucune relation avec cette institution si ce n'est en cas d'urgence. Par ailleurs, les habitants craignent d'être victimes de représailles en signalant des faits délictueux et hésitent à se montrer aux côtés de la Police ou en contact avec elle.

Partant de ces constats sur l'état de la sécurité dans les quartiers et les relations habitants/police, Cause Commune a voulu rencontrer un policier pour discuter de toutes ces problématiques.

## La rencontre avec un Capitaine de police

Cause Commune a pu rencontrer un responsable de la Police couvrant plusieurs quartiers où nous intervenons. Grâce à lui, nous avons pu approcher les divers enjeux politiques au sein de l'institution policière avec un mouvement de centralisation et de décentralisation des forces de police lié à l'alternance politique. En 1997, la gauche met en place la police de proximité et décentralise pour placer la police au plus près des habitants, en 2002 la droite veut faire baisser la délinquance et recentralise dans des gros bureaux de police abandonnant les missions de proximité. Sur le terrain, les fonctionnaires s'exécutent quels que soient leurs opinions personnelles.

Après évocation du sentiment d'abandon des habitants vis-à-vis de la police, le Capitaine confirme qu'il y a une culture anti délation en France et une peur justifiée de possibles représailles qui font que les gens appellent peu la police. Les priorités des patrouilles de police étant fixées par rapport aux évènements répercutés par le 17, l'impression de délaissement des quartiers par la police peut s'expliquer par une absence de moyens pour assurer une prévention réelle.

La plupart des interventions de police étant liées au bruit, aux différents familiaux ou de voisinage, la police travaille avec les bailleurs et des acteurs sociaux pour faire circuler l'information mais craint la confrontation directe avec les habitants qui tourne souvent au règlement de compte stérile. On se rend compte à quel point les à priori des habitants et des policiers sont importants, les habitants sur la police mais aussi les policiers qui ont une vision déformée des quartiers populaires. Une solution pourrait passer par la formation des policiers mais les effectifs sont souvent tellement réduits qu'un capitaine va hésiter à envoyer ses officiers en formation et/ou en stage.

## Perspectives

Dès la création de Cause Commune, nous avons souhaité la mise en place d'un « Groupe Témoin ». Ce groupe pluridisciplinaire intervient régulièrement pour accompagner par son questionnement critique le déroulement de la démarche de Cause Commune. Depuis quelques temps, nous avons souhaité, outre la présence d'un magistrat, d'enseignants de lycée ou de collègue, d'un conseiller emploi, ou d'un chef d'entreprise, avoir la présence d'un policier. Il semble que cette perspective serait possible à la suite de cette rencontre.

Une réunion entre des habitants et des représentants de la police serait également désormais envisageable à condition qu'elle ne donne pas lieu à un affrontement en forme de règlement de compte : elle doit par conséquent être soigneusement préparée par le groupe d'habitants accompagné par Cause Commune.

Un des objectifs de cette rencontre habitants/police serait de travailler sur le changement de perception entre habitants et policiers : faire tomber les *a priori*. Nous constatons qu'il y a beaucoup de chemin à faire pour y parvenir.

Plusieurs fois, nous sommes arrivés dans un quartier alors qu'un fait traumatisant avait eu lieu. Nous ne sommes pas forcément formés pour accompagner les gens dans ces circonstances. Comment, à ce moment-là être juste dans la relation sans envenimer, banaliser, minimiser ou dramatiser une situation ?

Des organismes d'aide aux victimes, des associations ont l'expérience de faire exprimer aux personnes ce qu'elles vivent intérieurement. Nous pourrions soit nous rapprocher de ces structures pour travailler ensemble, soit imaginer une formation pour acquérir nous-mêmes quelques clés d'intervention. Cette formation pourrait porter également sur les peurs liées au sentiment d'insécurité.

## HISTOIRES DE GROUPES

---

L'action des animateurs de Cause Commune cherche à rassembler des personnes vivant dans un même quartier pour qu'elles agissent ensemble afin d'améliorer leurs conditions d'existence. Pour atteindre cet objectif, il nous a toujours semblé important de privilégier l'existence de groupes stables, organisés, se réunissant régulièrement pour décider d'actions collectives. En France, le modèle de référence reste l'association loi 1901, seul capable de représenter juridiquement une entité locale et de porter légalement la dimension financière de l'action.

En nous appuyant sur la diversité des situations rencontrées dans les quartiers, nous constatons que les résultats peuvent être très contrastés et, paradoxalement, pas toujours là où on les attendait. Pour faire court, nous nous apercevons que la structuration en association d'un groupe dans l'un des quartiers (Abry) a produit, certes, des avancées mais a également été un frein réel, pendant que d'autres groupes, plus informels (Jouhaux, Champberton), réussissaient à conduire une action résolue dans la durée (avec d'autres inconvénients). Du côté du Grand Trou, nous nous interrogeons sur l'opportunité de structurer davantage des moments de mobilisations informels. Il y a donc des paramètres liés aux contextes, aux personnes, aux configurations des rapports entre habitants, avec les institutions locales qu'il nous faut examiner avec soin. Sans doute il n'existe pas de modèle idéal.

### **L'analyse d'un groupe structuré en association : le Collectif des habitants Abry.**

Créé il y a trois ans, le groupe s'est réuni au départ autour d'une protestation contre les mauvaises conditions de dialogue avec l'office HLM. Il s'agissait de rassembler des forces d'habitants pour se faire entendre et pour travailler sur la mise en œuvre d'amélioration pour tous les locataires, concernant le bâti. Ce regroupement, dès les débuts, s'est lui-même appelé « collectif » puis a décidé, trois mois plus tard, de se constituer en association. Les arguments présentés pour aller dans ce sens étaient simples :

- « si on est en association, on sera mieux reconnu »
- « on pourra demander des subventions ».

L'association s'est elle-même dénommée « Collectif des Habitants d'Abry », ce qui illustre d'ailleurs le compromis recherché entre une structure légale et formelle et une dynamique de regroupement informel. Cependant, c'est la structure qui a rapidement pris le dessus avec la désignation d'un président, la répartition des responsabilités. Notre analyse à l'époque, était que tout cela allait bien vite mais puisque c'était la volonté des habitants... La suite des événements a été contrastée. Le collectif a su s'établir comme interlocuteur reconnu, il a su s'organiser de manière assez autonome (le rôle des animateurs étant relativement en retrait dans cette phase). Il a su conduire un programme d'actions collectives pour s'élargir et se faire connaître de l'ensemble de la population, recueillir ses souhaits d'amélioration. Il a pu rétablir le dialogue avec le bailleur social.

Dans, le même temps, il connaissait les vicissitudes de beaucoup de groupes : conflits autour de l'exercice du pouvoir, décisions unilatérales, difficulté à être équitable et reconnaissant vis à vis de ceux qui mettaient en œuvre les tâches subalternes. De plus, le départ de plusieurs personnes, éléments essentiels dans le dynamisme du groupe, a mis à mal son existence dans la durée.

Il a donc fallu que les animateurs interviennent à plusieurs reprises dans un rôle de médiateur, d'intermédiaires entre protagonistes, de substituts parfois dans certaines situations. Le changement de président s'est opéré au bout de 18 mois dans la douleur. L'association a alors

cherché un nouveau souffle, a rebondi et les animateurs se sont à nouveau un peu éloignés, de fait, du cœur de la vie associative. Nous en étions presque à dire, en octobre 2005, que l'accompagnement de la démarche devenait moins nécessaire et que nous pourrions nous consacrer à de nouveaux quartiers, notre mission d'autonomisation d'un groupe d'habitants étant accomplie... C'était aller vite en besogne !

En effet, il a fallu accompagner le groupe, jusque dans les périodes récentes, pour garantir un fonctionnement durable, démocratique, l'intégration de nouvelles personnes dans des responsabilités, une révision de la régularité des comptes... Nous avons pu mesurer, à cette occasion, combien ces aspects, importants, étaient consommateurs d'énergie et pouvaient parfois faire passer l'objet de la mobilisation et de l'action collective au second plan.

Le rôle de l'animateur est fortement interrogé dans ces circonstances. Est-il légitime pour intervenir de la sorte ? Il nous a semblé que oui dans la mesure où ce sont les habitants eux-mêmes qui nous ont sollicités sur la base d'une confiance établie au fil du temps et d'un positionnement relativement « neutre » dans les rapports parfois conflictuels entre habitants ou vis à vis de telle ou telle institution. Finalement, sans qu'il dirige les choses, il était demandé à l'animateur d'aider à maintenir le cap.

### **Les groupes informels de Jouhaux ou de Champberton.**

C'est dans ces quartiers que nous sommes présents depuis le plus longtemps. Nous avons constaté paradoxalement que la structuration en forme associative n'était pas souhaitée par les habitants.

A **Champberton**, nous avons d'abord tenté de relancer une association de locataires moribonde et constaté que cela réveillait de vieux conflits ! Avec la crise des leaders et les oppositions entre communautés portugaise ou maghrébines, nous avons entendu à de nombreuses reprises, la crainte exprimée par les habitants d'aller droit dans le mur.

A la suite d'une assemblée générale extraordinaire complètement dévoyée, les habitants présents ont finalement jugé préférable de se regrouper à l'occasion de mobilisations successives sans pour autant formaliser un groupe fixe. Nous avons l'impression que cela marquait une incapacité de ces habitants à s'organiser. Ce n'était pas vrai. Il y a eu effectivement en cinq ans, plusieurs occasions fortes de mobilisation où les personnes ont su s'organiser et prendre des responsabilités.

Nous avons aussi vu ressurgir, il y a six mois, des habitants, mobilisés dès la première heure qui avaient disparu temporairement pour des raisons de travail, de grossesse, de voyage mais qui ont pu reprendre le fil de l'action collective. Les animateurs ne sont donc pas les seuls dépositaires de l'histoire de la mobilisation des habitants de ce quartier dans les cinq dernières années.

Nous avons pris le parti avec succès, il y a deux mois, de nous adresser spécifiquement à la dizaine d'habitants plus convaincus, plus souvent prêts à prendre la parole ou à s'engager dans un souci du bien commun. La question de la continuité de l'action reste primordiale à Champberton.

Là où nous nous désolions d'une mobilisation en dent de scie, avec la sensation du « soufflé qui retombe », nous constatons aujourd'hui une meilleure continuité grâce à l'implication à nouveau d'habitants de la première heure. Nous avons reçu avec plaisir leurs marques de confiance : « vous êtes encore là, vous ne nous abandonnez pas, vous êtes à nos cotés et on a moins de crainte pour monter au créneau ».

A **Jouhaux**, les évènements ont été assez différents. Nous avons été surpris de constater qu'en un an et demi, le groupe s'était presque entièrement renouvelé. Des personnes ont connu de graves ennuis de santé, des conflits familiaux, des changements de situation matrimoniale, des aléas du côté de l'emploi... L'éloignement de ces personnes a été parfois accéléré par des disputes au sein du groupe.

D'ores et déjà, les animateurs étaient prévenus : « pas question de se mettre en association car ça va créer des conflits trop graves. On ne veut pas de chef ». A l'inverse, certains plaidaient sans succès pour une création d'association afin d'obtenir argent et reconnaissance face aux institutions.

De fait, « le groupe d'habitants de Jouhaux », tel qu'il se dénomme lui-même, a su conduire son action dans la durée. Il est étonnant de constater qu'il est capable, tout comme à Abry, d'être l'interlocuteur crédible de l'Office HLM qu'il rencontre chaque mois, des élus de secteur qu'il a invités à deux reprises, des responsables de l'aménagement des quartiers pour contribuer à l'élaboration de projets. Il a su également obtenir une subvention, lorsque le besoin s'en faisait sentir, pour financer quelques sorties. Dès lors, la nécessité d'être une association n'est pas vraiment fondée puisqu'il y a continuité et régularité dans l'action collective.

Au **Grand Trou**, une action collective s'est mise en route alors qu'il n'y avait pas de groupe clairement constitué. Une première décision a été prise lors d'un Conseil Syndical. Ensuite, les personnes ont été mobilisées au coup par coup. Chacun donnant un coup de main pour sa montée, certains ont aussi participé au nettoyage de plusieurs montées.

A la fin de l'opération qui a duré presque deux mois, quelques habitants se sont retrouvés pour boire un coup. Ce n'était pas tant toutes les personnes qui avaient participé mais plutôt les personnes qui étaient là pour nettoyer la dernière montée, plus quelques voisins qui passaient par là. Cette action collective aurait pu permettre aux personnes de poursuivre ensemble quelque chose, de constituer un groupe. Or, sur ces questions de qualité de vie dans le quartier, un groupe formalisé existe déjà : c'est le Conseil Syndical.

Un an plus tard, la mobilisation est retombée, même si des personnes parlent encore du nettoyage comme d'une réussite. Les escaliers sont vraiment dans un meilleur état de propreté, tout le monde s'accorde à le reconnaître.

Une action collective a pu avoir lieu sans groupe formalisé. A partir de cette action aurions-nous pu accompagner la création du groupe ? Peut-être aurions-nous dû davantage formaliser la fin de l'opération, inviter chaque personne qui avait participé à une rencontre de remerciement collectif ? Peut-être aurait-il fallu pousser l'idée d'écrire un article sur le journal de la ville ?

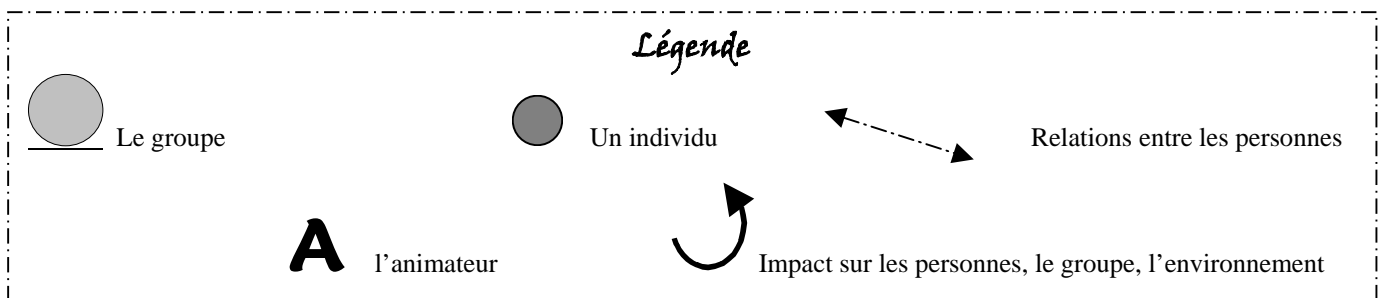
Nous nous interrogeons, en définitive sur le fait qu'en France, une démarche d'animation doive privilégier l'action collective qui mobilise plutôt que la structuration. C'est à l'occasion de l'évaluation d'une action menée que les animateurs pourraient davantage interpellier sur les aspects plus méthodologiques d'organisation : mode de prise de décision, répartition des responsabilités, conduite des réunions, solidarité et inter action entre les membres du groupe... et ainsi stimuler le groupe.



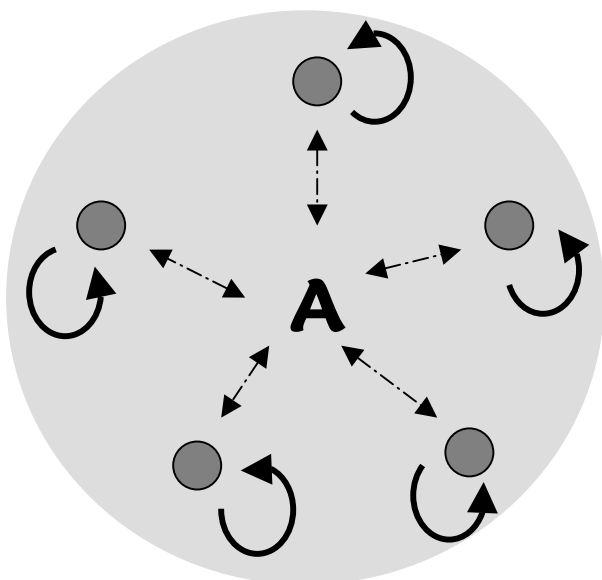
## DANS LES QUARTIERS, DIFFÉRENTES FORMES D'ACTION COLLECTIVE

La démarche d'animation de Cause Commune s'appuie sur les **dynamiques de groupes**. Chacun des groupes est plus ou moins ouvert et diversifié dans sa constitution, plus ou moins structuré dans son organisation, plus ou moins régulier dans son rythme de fonctionnement. Le processus est évolutif, mouvant. Il y a des regroupements de personnes ou des structures bien établies. Une forme de permanence se manifeste dans la **continuité de l'action collective**.

Avec nos collègues responsables nationales du Secours Catholique, Marie-Agnès Fontanier et Marie-Alice Frey Sergé, nous avons identifié ce qui caractérise les différentes formes d'actions collectives. En nous appuyant sur notre expérience de cinq années, en nous inspirant du travail de Michel Séguier et Bernard Dumas, nous avons pu repérer des **formes diverses d'action collective**. Chacune correspond à des finalités différentes, ce qui conditionne les postures diverses de chacun des acteurs, qu'il s'agisse de l'animateur ou des habitants participants.



### *Les actions collectives de bien-être.*



Elles paraissent indispensables. La vie des habitants des quartiers est souvent grise et sans plaisir. Nous avons eu la preuve, à plusieurs reprises, qu'il était indispensable de **prendre soin** des relations internes au groupe, par exemple, en organisant une sortie hors du quartier, un après midi à la neige ou au cinéma.

Vivre des moments de jeu ou de détente est souvent marquant (les personnes le disent). Leurs bons souvenirs sont fréquemment liés à ces temps conviviaux qui sortent de l'ordinaire. Nous voyons, dans ce contexte, des personnes **se révéler**, s'affranchir d'une certaine retenue et méfiance, se libérer de complexes, **prendre des initiatives**. C'est dire l'importance de cette dimension du bien-être personnel et collectif.

Cependant, il est clair que ces actions ne représentent pas une fin en soi. En tant qu'animateurs, nous voulons dépasser la simple parenthèse de ciel bleu dans un climat de grisaille, le médicament palliatif pour mieux supporter ses souffrances.

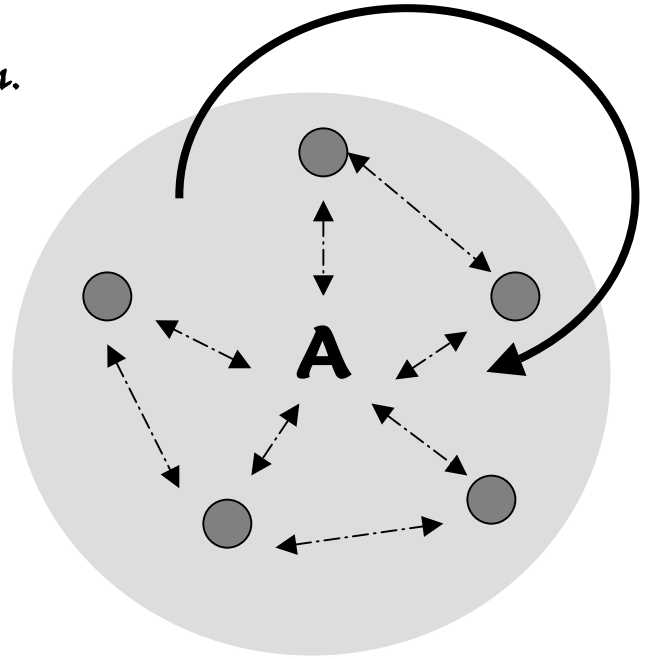
### *Les actions collectives d'intérêt commun.*

Elles sont également une composante importante de la vie des groupes dans les quartiers. Il y a des moments où il a fallu privilégier les attentes propres aux membres du groupe.

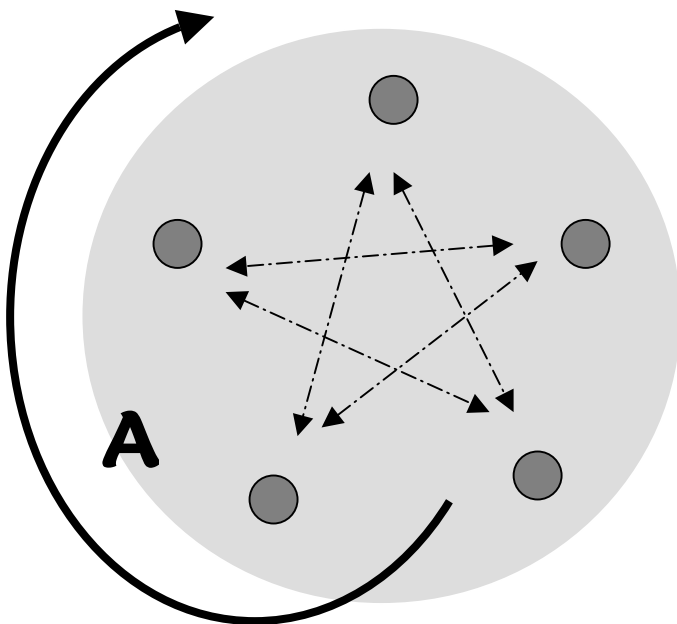
Ainsi, par exemple, un petit nombre de personnes s'est retrouvé au Grand Trou pour réfléchir ensemble autour de la problématique de l'emploi. Comment faire aujourd'hui quand on est proche de la cinquantaine, qu'on n'a pas de moyen de transport, qu'on ne maîtrise pas bien le français, qu'on a des difficultés pour trouver du travail ?

Il ne s'agissait pas de rechercher un bénéfice exclusif pour quelques privilégiés mais bien de satisfaire momentanément un **besoin collectif identifié** afin de renforcer la dynamique générale.

Nous repérons que bien souvent, ce type d'action relève d'un objectif concret dont le résultat sera atteint dans un délai relativement court. La visibilité de l'action menée est souvent un point d'appui très efficace pour susciter la mobilisation ultérieure d'habitants moins convaincus.



### *Les actions collectives de développement.*



Elles sont le cœur du travail de Cause Commune. Elles sont déterminées par le groupe lui-même et visent un **changement au delà du groupe** lui-même. Elles s'inscrivent dans la durée, dans une continuité qui peut tout à fait passer par des phases successives dans lesquelles la vie du groupe est nourrie d'actions de bien-être ou d'intérêt commun.

Une caractéristique de la démarche d'animation consiste à avancer sans cesse dans une dialectique entre le **court terme et le long terme**. La participation régulière d'habitants d'Abry ou de Jouhaux à des rencontres où ils invitent leur bailleur est de cette nature.

Chaque mois, dans ces commissions logement qu'ils ont initiées, se crée un dialogue sur la base de l'interpellation des habitants sur des sujets de préoccupations ponctuels (réparation d'un digicode endommagé, ou d'un éclairage défectueux, nettoyage d'un espace collectif souillé...). Il y a également le suivi de décisions prises et de leur exécution dans de bonnes conditions (réfection des salles de bain, mise en conformité des ascenseurs...).

A travers ces démarches, dans une certaine durée, nous sentons pointer l'enjeu d'une **reconnaissance des habitants comme interlocuteurs crédibles et pertinents.**

Dans l'état actuel de notre réflexion, il nous semble clair qu'une hiérarchie ne peut pas s'établir entre les différentes formes d'action collective. Chacune est indispensable. Chacune poursuit des objectifs propres qui peuvent cependant s'articuler entre eux dans le cadre d'une démarche de développement.

Les besoins des personnes et les circonstances sont déterminants dans ce que le groupe va vivre. Il est souvent de la responsabilité de l'animateur (ou du leader du groupe) d'être attentif à ce qui semble prioritaire à un moment donné. Bien entendu, la décision relève du groupe et non pas du seul animateur.

## ANIMATEUR DE CAUSE COMMUNE : LES MULTIPLES FACETTES...

---

Dans la démarche d'animation de Cause Commune, nous voyons que le rôle de l'animateur est souvent prépondérant au long des étapes de la constitution et de la marche du groupe. Nous allons examiner comment selon la diversité des situations. Pourtant, à chaque étape du processus, l'animateur ne décide pas tout seul, il favorise la mise en route d'une dynamique propre aux participants.

### *Créer la relation*

---

« Aller vers » sans projet établi, s'intéresser à ce que vit la personne dans son quotidien est une attitude de découverte de l'autre, de bienveillance, d'écoute, de réciprocité.

Prenons l'exemple de **Champfleuri**, l'animatrice arrive sur ce quartier, ne connaît personne. Ce qui l'anime, c'est le désir de rencontrer les habitants, de se laisser « interpeller » et « transformer » par leur parole. Pas d'a priori mais des appréhensions : que vont dire les gens ? Vont-ils accepter la rencontre ? Ne vont-ils pas réagir violemment ? Cela demande de « dépasser ses peurs ».

L'appréhension surmontée, la rencontre produit un étonnement, un changement, un bien-être, une interrogation, autant chez la personne rencontrée que chez l'animateur. L'animatrice confiait : « j'avais tellement entendu de choses sur les familles turques que j'avais réellement du mal à les aborder. J'avais entendu qu'elles étaient fermées, qu'elles ne se mélangent pas aux autres... La première fois que j'ai parlé avec une femme turque tout a basculé, nous nous trouvions à égalité, l'échange fut très fructueux, la peur vaincue... ». Ceci illustre la nécessité de se laisser transformer. La rencontre change le regard.

### *Former un groupe*

---

Il s'agit de proposer aux personnes de se rassembler pour exprimer ce qu'elles vivent, puis agir ensemble. Ceci fait appel à la capacité de mobilisation de l'animateur par une méthodologie particulière qui implique la personne. Le rôle et le pouvoir de l'animateur se voient contraints et doivent s'ajuster à la liberté de participation des personnes, la disponibilité, la liberté de critiquer (y compris l'animateur), d'interpeller des personnes elles-mêmes.

On voit par exemple à **Chamberton** à quel point nous avons dû adapter le type de rencontres. Plusieurs rencontres ont eu lieu les soirs, dans un local pour permettre à chacun (y compris ceux qui travaillent) de participer. De fait, ces rencontres étaient perturbées par un habitant du quartier qui arrivait ivre. Nous avons pris l'habitude de nous retrouver le jour du marché.

Nous avons régulièrement installé une table sur la rue centrale. C'est un repère qui s'est installé petit à petit avec les habitants qui considèrent ces temps comme des temps de réunion. Nous sommes alors loin des rencontres classiques auxquelles nous étions habitués. Nous n'avons pas toujours des conditions optimales pour réfléchir et décider ensemble mais c'est souvent pendant ces rencontres que les décisions sont prises. C'est aussi là que l'information circule entre les habitants...

## Accompagner des prises de conscience

Celles-ci s'appuient au départ sur des paroles, une expérience, un ras le bol, une exaspération. Souvent ces paroles sont chargées de violence. Chacun amène sa petite expérience et contribue à la réflexion. C'est ensemble que l'analyse se construit. Ceci demande à l'animateur une attitude d'écoute active (questionner, faire préciser, synthétiser...). Il est celui qui propose de prendre du recul, il peut avoir son avis, il accompagne la recherche de solutions, il permet à chacun de s'exprimer avec ses propres convictions, il est le garant d'un certain cadre où chacun peut amener ce qu'il pense, sans être rejeté.

Lors d'une rencontre à **Jouhaux** le 25 janvier dernier, l'échange s'est engagé ainsi entre membres du groupe :

« - ma fille est secrétaire comptable et ne trouve que des ménages ».

« - il y a un problème (dit une personne de race blanche), il y en a qui sont racistes, dès qu'ils voient un beur, il n'y a plus de travail pour lui ».

« - ma fille (dit un homme d'origine maghrébine) passait devant un magasin et a vu une annonce pour un boulot de vendeuse. Quand elle a demandé, la place était déjà prise ».

« - les jeunes, ils connaissent ce système et ça finit par les écœurer ».

« - nous, on avait accepté parce qu'on était soumis. On n'avait pas le choix avant. Les jeunes, ils n'acceptent pas, ça les énerve ».

« - quand vous dites que vous habitez à Jouhaux, on croirait que c'est comme si vous habitiez une prison. Y en a qui croient que c'est un quartier dangereux ».

« - il faut aller parler aux gros, nous, on est petits ».

« - il y a moins de travail parce que ce sont les machines qui font le travail des gens ».

« - si tu râles, on te dit qu'il y en a 150 dehors qui attendent de prendre ta place, alors tu te tais... ».

Dans ce dialogue apparaissent en vrac des réflexions fondées à la fois sur l'expérience de vie des personnes mais aussi sur leur capacité à se relancer l'une l'autre pour aller plus loin. Le rôle de l'animateur a consisté essentiellement à aider à l'approfondissement en relançant : « pourquoi c'est comme ça ? ». Il favorise également l'écoute mutuelle et a eu à préciser, à cette occasion, quelques éléments sur l'origine des cotisations sociales et l'histoire de la Sécurité Sociale. C'est la succession de moments de cette teneur qui permet de construire petit à petit une conscience critique dans le groupe.

## Mener une action ensemble

Une action est envisagée. Les personnes du groupe ayant pris conscience d'un dysfonctionnement, d'une injustice, d'un « mépris », vont agir ensemble. L'animateur peut être présent ou non. Il n'est pas forcément indispensable. Il peut donner un coup de main, comme tout le monde. Il peut alors avoir d'autres objectifs, consolider des liens, repérer des expériences personnelles qui peuvent être utiles dans le groupe, créer de nouveaux contacts, être à l'écoute d'une envie nouvelle de mobilisation. L'animateur ne doit pas toujours être présent, il peut laisser les habitants s'organiser, faire ensemble. Par contre, son rôle peut être déterminant dans l'avant et l'après.

A **Abry**, une fête de quartier a eu lieu fin juin, organisée avec différents partenaires. Cette fête, malgré un temps incertain, a eu du succès auprès des habitants. Le soir même, quelques habitants décident de provoquer pour la Fête de la Musique un autre rassemblement beaucoup plus improvisé. Chacun amène quelque chose, un peu de musique, quelques chaises et quelques tables. L'animatrice était absente avant et pendant la fête.

Une discussion est apparue au Conseil d'Administration suivant où les personnes du collectif étaient ravies de leur initiative. Il semblait pourtant que la décision n'avait pas été prise en concertation. Certaines personnes demandaient une position à l'avenir pour ce type de soutien. Le rôle de l'animatrice a été alors important pour faire préciser ce qui s'était passé, ce qu'on aurait pu faire autrement et faire accoucher le groupe d'une position commune pour les fois à venir.

### ***Faire en sorte que les actions aient des chances d'aboutir***

---

Chaque fois qu'un groupe décide de passer à l'action, plusieurs stratégies sont possibles. Toutes ne sont pas de même ampleur. L'animateur permet de réfléchir aux conséquences des moyens d'actions. Chaque étape du processus doit être choisie. Une pétition, une lettre signée par quelques personnes ou une demande de rendez-vous n'ont pas le même impact et ne visent pas le même objectif. Ce n'est pas parce qu'une fois une pétition a porté des fruits, qu'il n'y a pas d'autres formes d'interpellation.

A **Chamberton**, nous avons eu plusieurs expériences d'écriture de lettres avec des habitants. Elles sont souvent assez intéressantes pour plusieurs raisons :

- Il faut trouver le ton juste : il ne peut pas être incendiaire même si le sujet porté par les habitants depuis longtemps pourraient les rendre agressifs.
- La lettre doit poser un problème, elle doit exprimer une demande claire, voire proposer une solution et/ou une réponse.
- Il faut décider qui est l'interlocuteur référent au nom du groupe.
- Faut-il envoyer le courrier en copie à d'autres personnes ? A qui ? Est-ce qu'il vaut mieux s'adresser au Maire d'une commune ? C'est souvent considéré comme signe de reconnaissance mais est-ce le plus efficace ?

Souvent, les personnes ont une connaissance très pointue de la vie du quartier mais moins des codes de relations avec les institutions. Elles les acquièrent petit à petit.

### ***Eviter les écueils***

---

Le travail d'animation (qui favorise et s'appuie sur la parole des gens) passe par le développement d'une conscience critique qui permet l'analyse du système dans lequel on se trouve et des mécanismes qui favorisent l'exclusion. N'y a-t-il pas des risques, des écueils ?

- La manipulation : orienter le groupe vers ce que pense l'animateur, donner ses propres clefs d'analyse au lieu de faciliter la construction d'une pensée collective.
- L'utilisation à des fins diverses : se servir de la parole des gens pour sa propre cause, pour justifier de la pertinence de son travail, pour orienter le changement. Ceci veut-il dire que l'animateur doit prendre une position partisane ? Certes non ; ceci veut dire que l'animateur doit aider le groupe à être force de proposition dans la mise en place d'actions de changement.
- L'usure de la rencontre de personnes qui disent toujours la même chose de manière obsessionnelle, sans jamais se mobiliser. Faut-il s'attarder beaucoup plus ?

### ***Positionnement politique de l'animateur***

---

Un sujet d'actualité, le Contrat Première Embauche (CPE) a fait débat au sein de l'équipe Cause Commune et suscité une réflexion sur notre positionnement.

La question de la politique de l'emploi, avec ses conséquences directes sur les situations de pauvreté, nous concerne. Dans quelle mesure rejoint-elle les préoccupations des habitants ? Les mouvements sociaux qui font l'actualité française sont-ils vécus et analysés par les habitants des quartiers ?

Dans la perspective d'un travail de conscientisation, il nous semble important de pouvoir contribuer à l'éveil de la conscience critique des habitants. Les débats autour de questions d'actualité comportent une difficulté : l'animateur doit-il être objectif, neutre, prendre parti ? Il est clair que l'analyse des causes de la pauvreté relève d'options qui ne sont pas sans positionnement politique.

L'approche libérale ou l'approche sociale ne sont pas identiques. Nous convenons que chacun est porteur d'opinion et qu'il est important d'en avoir conscience. Comment développer une lecture critique du monde et de l'actualité sans risquer de manipuler les personnes ? Nous savons la vulnérabilité intellectuelle des personnes et le pouvoir d'influence de l'animateur. C'est pourquoi nous affirmons la nécessité d'être particulièrement vigilants dans ce domaine. La confiance des personnes est à ce prix.

### *Une nouvelle perspective d'animation...*

---

Nous constatons aussi bien souvent que les esprits sont bien « formatés » par les médias et que la « pensée unique » fait des ravages. Les questions qui touchent à l'analyse de la société et la situation mondiale demandent à être éclairées, approfondies et travaillées. Nous mesurons l'importance de cette dimension et nous pensons que Cause Commune ne pourra pas se contenter uniquement de discussions de groupe, dans la rue ou autour d'une table.

Ce constat nous fait envisager (sous une forme à inventer) l'organisation de rencontres entre des groupes qui viseraient à développer la conscience critique sur des thèmes de société (formation conscientisante).

Afin de ne pas se limiter au savoir universitaire ou journalistique, cette formation pourrait se construire en croisant l'analyse des personnes construites à partir de leur expérience de vie et avec l'analyse de spécialistes (universitaires, professionnels..) pour éclairer mutuellement les débats. En ce sens, nous nous situons dans la continuité des courants historiques de l'Education Populaire.

### *Concilier l'intuition et la stratégie*

---

Il nous semble vraiment primordial de chercher un équilibre dans l'animation entre ces deux pôles. En effet, la stratégie est une façon d'envisager comment le groupe va pouvoir se saisir lui-même des éléments qui se présentent à lui pour avancer. L'animateur pose nécessairement plusieurs hypothèses et construit une ou plusieurs propositions susceptibles de stimuler la recherche du groupe, l'expression des participants, en tenant compte des acquis du groupe, de son histoire, de sa composition.

Nous avons souvent pu constater que ce travail préparatoire d'anticipation était fort utile. Nous avons, tout aussi souvent, dû nous adapter, modifier ce qui était prévu, renoncer à tel ou tel aspect, en fonction de ce qui se passait dans le groupe ou de la réaction des participants ou d'un événement inattendu (l'arrivée de quelqu'un en état d'alcoolisation par exemple). Même si nous avons renoncé parfois à tout ce qui était prévu, nous ne pensons pas que l'improvisation totale et permanente soit une pratique d'animation souhaitable.

A l'inverse, la dimension de l'intuition est très importante dans le travail d'animation. C'est une forme d'écoute et d'attention aux personnes qui permet de s'ajuster au contexte, à l'état d'esprit pour le prendre en compte. Il ne s'agit pas pour autant d'être totalement soumis aux états d'âme du groupe. Le positionnement juste de l'animateur est donc situé dans un point délicat d'équilibre entre stratégie et intuition.

## *Saisir les portes d'entrée*

---

L'animateur peut-il susciter les actions à partir d'opportunités qui se présenteraient, doit-il être force de proposition ?

Le développement implique bien que le groupe constitué soit lui-même porteur d'initiatives à partir de son vécu, favorisée par le travail d'animation. L'animateur aura tout mis en œuvre pour que l'expression de chacun puisse devenir celle du groupe.

Ceci est l'idéal pour l'animateur mais dans nos quartiers nous nous trouvons souvent face à des groupes mouvants. D'une fois sur l'autre les personnes ne sont pas les mêmes. Or, il est nécessaire de mener une action commune.

C'est à ces moments qu'il peut être judicieux que l'animateur suggère une action qui fédère les énergies par exemple à **Bourgoin** le concours de Pluralis qui incite les habitants à présenter un projet pour créer du lien social. L'initiative ne vient pas directement des habitants mais c'est la porte d'entrée qui va permettre à l'animateur de rassembler des personnes autour d'une action. Du travail commun pourra naître un noyau qui pourra poursuivre l'action.



## PAROLE AUX HABITANTS...

Il n'y a pas qu'en Albanie qu'il y a eu de la dictature. Nous aussi au Portugal et en Espagne on en a eu. Si on continue comme ça en France, il y aura aussi de la dictature.

Les jeunes, les jeunes ...  
Mais c'est mes enfants,  
ce sont nos enfants !

On est au milieu entre le propriétaire et la Mairie, comme des merdes. Et ils tirent la chasse d'eau quand ils veulent...

À Paris, au Secours Catholique, il y avait des gens de diverses classes ouvrières. On était tous du même niveau. On écoutait chacun quelle que soit son origine. Il y avait même des noirs.

Aujourd'hui, ça va. Demain, on sait pas...

Les gens commencent à s'impliquer. C'est une bonne manière d'améliorer les liens que les gens apprennent à s'apprécier. C'est le but du collectif.

Les gens, ils parlent toujours mais quand il faut se bouger les fesses, il n'y a plus personne !

Si vous voulez rencontrer plus d'habitants, il ne faut pas vous y prendre comme ça.

La réunion prévue avec la Mairie est reportée à dans un mois. On attendra, de toute façon, on attend toujours. Un peu plus ou un peu moins...

Notre association, elle va aller loin. Moi j'y crois !

Tu sais pas écrire mais t'as des idées.

L'Aïd c'est la fête du partage alors j'ai apporté à boire et à manger.

Il faut montrer que les gens du quartier, on n'est pas des chiffons sales.